

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CHER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Ligue de l'enseignement du CHER

Association loi 1901

Siège social : 5 Rue Samson I 8000 BOURGES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ligue de l'enseignement du Cher relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons été conduits à examiner la régularité des principes comptables décrits dans les notes « règles et méthodes comptables » de l'annexe et la présentation qui en a été faite.

Opérations relatives aux subventions reçues :

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des opérations de trésorerie et les opérations relatives aux subventions reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes, grâce, à l'examen des procédures mises en place pour appréhender ces opérations et par l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés avec les financeurs.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

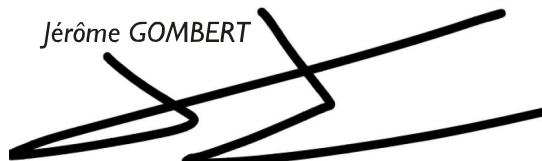
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait le 12 juin 2025 à Bourges
Le Commissaire aux Comptes*

COMPTAFRANCE,

Jérôme GOMBERT

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the printed name.

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU CHER

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Ligue de l'enseignement du CHER

Association loi 1901

Siège social : 5 rue Samson 18000 BOURGES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

*Fait le 12 juin 2025 à Bourges
Le Commissaire aux Comptes*

COMPTAFRANCE,

Jérôme GOMBERT



BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 786	6 000	1 786	1 786
Constructions	955 729	308 475	647 254	694 686
Installations techniques, mat. et outillage indus.	39 783	53	39 730	38 000
Autres immobilisations corporelles	348 617	337 184	11 434	7 551
Immobilisations corporelles en cours				6 849
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	534		534	960
Prêts	12 500		12 500	12 500
Autres immobilisations financières	494		494	494
Total I	1 365 444	651 712	713 732	762 827
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	395 532	10 203	385 329	316 660
Autres créances	990 415		990 415	854 549
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	605 014		605 014	476 607
Charges constatées d'avance	101 075		101 075	30 827
Total II	2 092 037	10 203	2 081 834	1 678 643
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	3 457 481	661 915	2 795 565	2 441 470

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	46 917	46 917
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	106 714	106 714
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autre		
Report à nouveau	405 305	398 332
Excédent ou déficit de l'exercice	7 432	6 974
Situation nette (sous total)	566 368	558 937
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	135 800	147 129
Provisions réglementées		
Total I	702 168	706 066
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		10 000
Provisions pour charges	92 151	76 561
Total III	92 151	86 561
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	521 482	571 480
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	220 181	217 017
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	244 043	171 797
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	193	7 930
Autres dettes	14 792	13 283
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 000 556	667 337
Total IV	2 001 246	1 648 843
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 795 565	2 441 470

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	57 045	51 300
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	902 254	864 249
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 461 564	1 320 743
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		292
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		262
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	50 518	31 277
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	12 268	12 913
Total (I)	2 483 649	2 281 036
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif		
Autres intérêts et produits assimilés	105	103
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	105	103
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	16 401	19 848
Produits exceptionnels sur opérations en capital	16 829	16 416
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	33 231	36 264
Total des produits (I+II+III)	2 516 984	2 317 402
Solde débiteur = Déficit		
Total général	2 516 984	2 317 402
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	732 905	714 723
Aides financières	36 326	36 326
Impôts, taxes et versements assimilés	101 513	90 909
Salaires et traitements	1 136 304	1 050 003
Charges sociales	336 391	286 216
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	74 214	70 292
Dotations aux provisions	19 989	6 203

Report en fonds dédiés		
Autres charges	46 854	40 653
Total (I)	2 484 496	2 295 325
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 444	6 512
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	6 444	6 512
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18 613	8 591
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	18 613	8 591
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	2 509 553	2 310 428
Solde créditeur = Excédent	7 432	6 974
Total général	2 516 984	2 317 402

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

ANNEXE

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise	46 917				46 917
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	106 714				106 714
Réserves					
Report à nouveau	398 332		6 974		405 305
Excédent ou déficit de l'exercice	6 974		7 432	6 974	7 432
Situation nette	558 937		14 405	6 974	566 368
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	147 129		5 500	16 829	135 800
Provisions réglementées					
TOTAL	706 066		19 905	23 803	702 168

ACQUISITIONS DES IMMOBILISATIONS

Comptes	Nature des immobilisations	Montant	Taux d'amortissement	Durée d'amortissement
2154000000	BLANCHISSERIE-PRO SECHE LINGE MY PRO - 1 UNITE	1 783,08	20%	5 ans
2181100000	AMENAGEMENT CAVE SITE BOURGES	6 902,94	10%	10 ans
2181100000	AMENAGEMENT CUISINE SITE BOURGES	1 549,54	10%	10 ans
2181100000	RAYONNAGE FLIP CAVE SITE BOURGES	3 180,00	10%	10 ans
2181200000	GRACAY YESS BOURGES PANNEAUX SOLAIRES - 2 UNITES	1 013,64	20%	5 ans
2181200000	GRACAY HABITAT NATURE BACHES YOURTE - 2 UNITES	1 164,00	20%	5 ans
2182100000	CITROEN BERLINGO EH705EK	1,00	33%	3 ans
2182100000	TOYOTA YARIS FR857VH	1,00	33%	3 ans
2182200000	DECATHLON GRACAY VELOS ELECTRIQUES - CASQUES	1 673,00	20%	5 ans
2182200000	DECATHLON GRACAY VELOCARGO ELECTRIQUE - ANTIVOLS	3 206,00	20%	5 ans
2183100000	LDLC PC PORTABLES ASUS S1504FA-NJ179W - 3 UNITES	1 609,90	33%	3 ans
2183100000	BOULANGER PC PORTABLE LENOVO IDEAPAD 15ALC	549,00	33%	3 ans
2183100000	VRS INFO HP PROLIANT ML30 SERVEUR/ONDULEUR/BAIE	3 288,00	33%	3 ans
2183100000	VRS INFO PC PORTABLE ACER TRAVELMATE P215	3 840,00	33%	3 ans
2183100000	VRS INFO PC FIXE ACER VERITON N2	1 536,00	33%	3 ans
2183100000	BOULANGER PC PORTABLE HP 17-CN2008NF	1 098,00	33%	3 ans
TOTAL		32 395		

CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Comptes	Natures des immobilisations	Valeur actuelle	Amortissements pratiqués	Valeur résiduelle	Prix de cession	Différentiel réalisé
2183200000	Ordinateur	999.00	999.00	0	0	0
2183200000	DELL 1 PC	668.70	668.70	0	0	0
2318000000	AGENCEMENT CAVE SITE BOURGES	6 369.84				
2318000000	AGENCEMENT CUISINE SITE BOURGES	479.16				
2711000000	Parts Crédit Coopératif	426.86			426.86	
TOTAL		8 944				

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	7,00	
Agents de maîtrise et techniciens	28,00	
Employés	3,00	
Ouvriers		
TOTAL	38,00	

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite :

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),

- Données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3.38%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 92 151 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2024, aucun fond dédié n'a été comptabilisé.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2024. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 074
Dettes fiscales et sociales	137 697
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	4 997
TOTAL	288 768

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	76 496
- Autres créances	19 043
dont avoirs à recevoir	4 461
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	95 539

TRANSFERT DE CHARGES

Rubrique	Montant
Transferts de charges d'exploitation	
Transferts de charges d'exploitation	666
Transfert de charges UFOLEP USEP	30 777
Refacturation Frais de déplacements/Réception	0
Remboursement IFC	0
Remboursement Uniformalion	5 283
Sous total Exploitation	36 726
Transferts de charges financières	
Sous total Financières	
Transferts de charges exceptionnelles	
Sous total Exceptionnelles	
TOTAL	36 726

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	76 561	15 590		92 151
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	10 000		10 000	
TOTAL	86 561	15 590		92 151

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	9 596	4 399	3 792	10 203
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	9 596	4 399	3 792	10 203
TOTAL GÉNÉRAL	96 156	19 989	3 792	102 354

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 500		12 500
Autres immobilisations financières	494		494
Total de l'actif immobilisé	12 994		12 994
Clients douteux ou litigieux	10 203	10 203	
Autres créances clients	393 491	393 491	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 424	1 424	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	13 159	13 159	
Etat – Divers	933 771	933 771	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	24 782	24 782	
Total de l'actif circulant	1 376 831	1 376 831	
Charges constatées d'avance	101 075	101 075	
TOTAL	1 490 900	1 477 906	12 994

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	521 476	50 367	170 035	301 074
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	220 181	220 181		
Personnel et comptes rattachés	110 147	110 147		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	121 014	121 014		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	14 287	14 287		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	193	193		
Groupe et associés				
Autres dettes	18 473	18 473		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	1 000 556	1 000 556		
TOTAL	2 006 327	1 535 219	170 035	301 074

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains	7 786			7 786
Constructions sur sol propre	276 627			276 627
Constructions sur sol d'autrui	679 102			679 102
Constructions installations générales		1 783		1 783
Installations techniques et outillage industriel	38 000			38 000
Installations générales, agencements et divers	26 110	13 810		39 920
Matériel de transport	69 577	4 881		74 458
Matériel de bureau, informatique et mobilier	195 239	11 921	1 668	205 492
Emballages récupérables et divers	28 747			28 747
Immobilisations corporelles en cours	6 849		6 849	
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 328 038	32 395	8 517	1 351 916
Participations				
Autres titres immobilisés	960		427	534
Prêts et autres immobilisations financières	12 994			12 994
Total des immobilisations financières	13 954		427	13 528
TOTAL	1 341 992	32 395	8 944	1 365 444

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains	6 000			6 000
Constructions sur sol propre	226 288	46 511		272 799
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	34 756	920		35 676
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 000	53		38 053
Installations générales, agencements et divers	24 502	2 517		27 019
Matériel de transport	64 823	4 547		69 370
Mat de bureau et informatique, mobilier	156 050	19 666	1 668	174 048
Emballages récupérables et divers	28 747			28 747
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	579 165	74 214	1 668	651 712
TOTAL	579 165	74 214	1 668	651 712

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges constatées d'avance	101 075	
Produits constatés d'avance		73 667
Produits Constatés d'avance Sur subvention		855 731
Produits constatés d'avance CAP ASSO		42 954
Produit Affiliation Ligue part nationale		7 270
Produit Affiliation Ligue part départementale		3 144
Produit Adhésion Ligue part nationale		2 098
Produit Adhésion Ligue part départementale		13 240
Produit APAC TGA TLE GAP		2 452
TOTAL	101 075	1 000 556